

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
Cellule Contrôle Techniques et Environnement Sud
2 rue Jean Richepin
BP 60079
66050 PERPIGNAN Cedex

Perpignan, le 21/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/05/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PROVENÇALE

Lieu-dit « Montpins » - 66600 Espira-de-l'Agly

Références : 2024-079-PUB
Code AIOT : 0006601405

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/05/2024 dans la carrière de roche massive à ciel ouvert que la société PROVENÇALE exploite lieu-dit « Montpins » à Espira-de-l'Agly (66600). L'inspection a été annoncée le 22/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr>).

Cette inspection était inscrite au plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées, au titre de l'année 2024.

La société PROVENÇALE exploite lieu-dit « Montpins », sur le territoire de la commune d'Espira-de-l'Agly, une carrière à ciel ouvert de roche massive (calcaires blancs). La première autorisation d'exploiter cette carrière a été délivrée par arrêté préfectoral du 04/11/1977. Par la suite, l'exploitation de la carrière a été renouvelée pour une nouvelle période d'exploitation de 30 ans par arrêté préfectoral du 04/02/2004, complété et modifié par arrêtés préfectoraux du 12/05/2005 et du 03/02/2006. L'arrêté préfectoral du 03/02/2006¹ constitue le texte de référence pour cette exploitation.

En septembre 2016 la société PROVENÇALE a déposé un dossier de demande de modification du plan d'exploitation qui a été pris en compte par arrêté préfectoral du 28/12/2016. Enfin, par arrêté préfectoral du 30/11/2023, le montant des garanties financières liées à l'exploitation de la carrière a été actualisé.

La superficie autorisée est de l'ordre de 117 ha, la production maximale annuelle de 850 000 tonnes

¹ Arrêté complémentaire n° 329/2006 du 3 février 2006 levant un sursis à statuer et accordant l'autorisation d'exploiter une carrière de calcaire sur le territoire de la commune de Espira-de-l'agly

et la période d'exploitation actuelle de la carrière arrive à échéance le 04/02/2034.

Il s'agit de la principale carrière du département en termes de production annuelle.

La société PROVENÇALE est spécialisée dans la fabrication, pour l'industrie de charges minérales au carbonate de calcium. Elle exploite deux autres carrières sur ce même gisement de calcite, à savoir, la carrière de la Narède sur le territoire de la commune de Tautavel et la carrière « Nau Bouques » sur le territoire des communes de Tautavel et Vingrau.

Le produit issu de l'exploitation des trois carrières est traité dans l'usine d'Espira-de-l'Agly apparemment également à la société PROVENÇALE. Dans cette usine, il est procédé à des mélanges entre les différentes veines et gisements des 3 sites d'exploitation pour obtenir une blancheur constante du produit final.

Le gisement de calcaire permettant la fabrication de charges minérales est surmonté par une importante couche de matériaux altérés. La société PROVENÇALE commercialise ces matériaux comme granulats dont elle sous-traite l'exploitation et la gestion à des entreprises extérieures intervenant sur le site.

La carrière de roche massive (calcaires blancs) de Montpins est exploitée depuis le haut du gisement, en gradins successifs (comparables à des marches d'escalier). Actuellement, l'extraction se poursuit dans 2 fosses distinctes de forme conique, d'un diamètre de l'ordre de 400 m et une profondeur de l'ordre de 100 m. Au terme de l'exploitation les 2 fosses se rejoindront pour n'en former plus qu'une.

La partie du gisement permettant de fabriquer des charges minérales pour l'industrie est surmontée d'une importante couche de matériaux altérés. La société PROVENÇALE commercialise également ces matériaux sous forme de granulats dont elle confie l'exploitation et la gestion à des entreprises extérieures intervenant sur le site.

Les matériaux extraits de la carrière sont abattus à l'explosif.

La partie de ces matériaux utilisés dans la fabrication de produits pour l'industrie sont repris à la pelle hydraulique avant d'être chargés dans des tombereaux pour être transportés jusqu'à une première installation de traitement de matériaux implantée sur le site. En sortie de cette première installation de traitement, ils rejoindront l'usine de traitement d'Espira-de-l'Agly, située à 9 km de la carrière.

Les matériaux non valorisables pour le secteur de l'industrie sont concassés par des entreprises extérieures à l'aide d'un concasseur mobile. Les granulats issus de cette opération sont repris à la chargeuse et stockés sur une zone dédiée située à proximité, en attente de leur enlèvement par les camions des clients des entreprises extérieures.

La carrière de Montpins relève des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement synthétisées dans le tableau ci-dessous :

Rubrique	Régime (A, E, D, DC)*	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
2510-1	A	Exploitation de carrière ou autre extraction de matériaux 1. Exploitation de carrières, à l'exception de celles visées au 5 et 6.	-	Sans seuil	850 000 t./an max
2515-1a	E	Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non	puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au	200 kW	1 200 kW

Rubrique	Régime (A, E, D, DC)*	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
		dangereux inertes a) Supérieure à 200 kW	fonctionnement de l'installation		
2517.2	D	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques 2. Supérieure à 5 000 m ² , mais inférieure ou égale à 10 000 m ²	Surface de l'aire de transit	10 000 m ²	50 000 m ³ par antériorité

*A = autorisation, E = enregistrement, D = déclaration, DC = déclaration avec contrôle périodique.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PROVENÇALE
- Exploitation de carrière
- Lieu-dit « Montpins » à Espira-de-l'Agly (66600)
- Code AIOT : 0006601405
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

La fiche de constats suivante fait l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Proposition de délais ⁽¹⁾
2	Moyens d'intervention en cas de sinistre	Arrêté Préfectoral du 03/02/2006, article 7.6.1	Demande d'actions correctives	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 03/02/2006, article 7.3.3	Sans objet
3	Moyens d'intervention en cas de sinistre	Arrêté Préfectoral du 03/02/2006, article 7.6.2	Sans objet
4	Moyens d'intervention en cas de sinistre	Arrêté Préfectoral du 03/02/2006, article 7.6.4	Sans objet
5	Émissions sonores	Arrêté Préfectoral du 03/02/2006, article 9.2.7	Sans objet
6	Émissions de vibrations	Arrêté Préfectoral du 03/02/2006, article 9.2.8	Sans objet
7	Plan d'exploitation et de remise en état	Arrêté Préfectoral du 03/02/2006, article 9.4.2	Sans objet
8	Pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1.I	Sans objet
9	Émissions de poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de ce contrôle l'inspection des installations classées a relevé 1 écart réglementaire nécessitant la réalisation de corrections par l'exploitant.

Les corrections concernant la réalisation d'un plan de sécurité de l'établissement regroupant l'ensemble du système de lutte contre l'incendie de l'établissement.

L'écart constaté ne présentant pas de risque imminent pour l'environnement, l'inspection des

installations classées a adressé un courrier à la société PROVENÇALE afin de lui demander de réaliser les corrections demandées **sous un délai d'1 mois** et de lui transmettre sous le même délai les justificatifs de la mise en œuvre de ces corrections (transmission d'une copie du plan de sécurité).

En l'absence de la transmission du plan dans le délai fixé, l'inspection des installations classées pourra être amenée à proposer à Monsieur le Préfet d'autres suites administratives à l'encontre de la société PROVENÇALE.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2006, article 7.3.3
Thème(s) : Autre, Vérification conformité et périodicité
Prescription contrôlée : Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectué au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
Constats : À la demande de l'inspection des installations classées, l'exploitant a présenté les derniers rapports de vérification de ses installations électriques. Ces vérifications ont été effectuées par l'APAVE disposant dont l'accréditation COFRAC en cours de validité, pour la réalisation d'inspections électriques, court jusqu'au 28/02/2027. Le rapport n° 9366821-007-1, établi le 07/10/2022, pour les vérifications des installations électriques de l'établissement de Montpins, réalisées du 26/09 au 04/10/2022, conclut à l'absence d'observation. Le rapport n° 9396821-008-1, établi le 11/10/2023, pour les vérifications des installations électriques de l'établissement de Montpins, réalisées du 29/09 au 03/10/2023, conclut à l'absence d'observation. Le rapport n° 6115770.013 du 21/12/2023, pour les vérifications des installations électriques de l'établissement de Montpins, réalisées le 19/12/2023, fait état d'une unique observation concernant une non-conformité sur le ventilateur du compresseur du local compresseur. Cette non-conformité a été levée par l'exploitant le 26/01/2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Moyens d'intervention en cas de sinistre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2006, article 7.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de sécurité
Prescription contrôlée : L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci. L'ensemble du système de lutte contre l'incendie fait l'objet d'un plan de sécurité établi par

l'exploitant en liaison avec les services d'incendie et de secours.
<p>Constats : L'exploitant dispose de deux vues aériennes de son établissement. Sur l'une d'elle figure la localisation des robinets d'incendie armés (RIA) et sur l'autre figure la localisation des citernes d'eau réservée à la lutte contre l'incendie. En revanche, l'exploitant ne dispose pas d'un plan ou d'une vue aérienne de localisation des extincteurs présents dans son établissement.</p> <p>Les différents documents présentés ne reflètent pas les prescriptions de l'article 7.6.1 qui précise que l'ensemble du système de lutte contre l'incendie doit figurer sur le plan de sécurité de l'établissement.</p> <p>Le système de lutte contre l'incendie mis en place a fait l'objet, le 19/05/2015, d'une réunion d'échange avec le service départemental d'incendie et de secours (SDIS). L'inspection des installations classées a pu prendre connaissance, dans le compte rendu de cette réunion, des observations formulées par SDIS et constaté que l'exploitant les avait prises en compte dans son système de lutte contre l'incendie.</p> <p><u>Demande :</u> Dans un délai n'excédant pas 1 mois, l'exploitant établi un plan de sécurité sur lequel figure l'ensemble du système de lutte contre l'incendie de son établissement. Dans le cas où l'échelle de ce plan ne permettrait pas d'y représenter la localisation exacte de chacun des extincteurs, l'exploitant veillera, a minima, à préciser leur nombre par zones ou secteurs de l'établissement. Une copie du plan de sécurité ainsi établi devra être transmis à l'inspection des installations classées dans le même délai.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Moyens d'intervention en cas de sinistre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2006, article 7.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification et maintenance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.</p> <p>L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.</p> <p>Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p> <p>Constats : L'exploitant explique que les robinets d'intervention armés sont utilisés quotidiennement pour le nettoyage des installations de premier traitement de matériaux de la carrière et considère, par conséquent, qu'il n'y a pas lieu d'établir des conditions pour leur maintenance et essais.</p> <p>La fréquence de vérification des extincteurs présents dans l'établissement est fixé, à 1 an, par la réglementation et les normes applicables à ce type d'équipements de lutte contre l'incendie. La dernière vérification des extincteurs a été effectuée le 09/11/2023 par la société RECURT SÉCURITÉ INCENDIE et n'a pas amené d'observation de l'inspection des installations classées. À noter que le jour du contrôle, l'inspection des installations classées n'a pas consulté le registre de sécurité de l'établissement.</p> <p>Le site d'exploitation comporte 3 réserves (cuves) d'eau destinée à la lutte contre l'incendie qui font l'objet d'une ronde annuelle à l'approche de la période de l'année la plus propice aux départs incendies. L'exploitant a présenté la dernière fiche de ronde datée du 06/05/2024.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2006, article 7.6.4
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel et/ou communiqués par écrit au personnel.</p> <p>Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation, - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides), - les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie, - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. <p>[...]</p>
<p>Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées le classeur mis à disposition du personnel et regroupant l'ensemble des consignes qu'il a instaurées. Dans ce classeur, l'inspection des installations classées a notamment pu prendre connaissance :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de la fiche réflexe QSE-MOE-003 rév. 2 du 27/01/23 « Gestion d'un déversement de fioul, gazole, d'huile ou liquide de refroidissement » précise les mesures à mettre en œuvre en cas de déversement accidentel susceptible de générer une pollution ; - d'une fiche réflexe, datée du 17/08/2018 rév. 1, précise la procédure d'acquittement des installations de premier traitement des matériaux de carrière pour leur remise en service après un arrêt d'urgence ou programmé ; - de la fiche réflexe concernant la procédure à suivre pour prévenir le responsable de site et alerter les services de secours et d'incendie en cas de sinistre – cette fiche réflexe comporte les numéros de téléphone utiles. <p>L'interdiction d'apporter du feu est affichée dans les lieux fréquentés par le personnel et les zones présentant un risque d'incendie.</p> <p>Une formation intitulée « équipier de première intervention » incluant notamment la manipulation et le type d'extincteur à utiliser en fonction du feu à combattre a été dispensée à l'ensemble du personnel de la société PROVENCALE intervenant sur la carrière de Montpins et de ses autres établissements (carrières et usine de traitement de matériaux de carrières) du département des Pyrénées-Orientales. Cette formation a été dispensée les 22 et 23 janvier 2024 par la société RECURT SÉCURITÉ INCENDIE, celle-là même en charge de la vérification des moyens de lutte contre l'incendie de l'établissement. L'inspection des installations classées a pris connaissance du certificat de la réalisation de cette formation, établi par cette société, le jour de son contrôle.</p> <p>Enfin, l'exploitant indique que des quarts d'heure « sécurité » sont régulièrement organisés afin de</p>

rappeler au personnel les consignes établies.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Émissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2006, article 9.2.7
Thème(s) : Autre, Respect des valeurs limites et périodicité des mesures
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une mesure de la situation acoustique sera effectuée tous les 5 ans à compter du 4 février 2004, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué par référence aux points de mesures utilisés dans le dossier de demande d'autorisation, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspecteur des installations classées pourra demander.</p>
<p>Constats : À la demande de l'inspection des installations classées, l'exploitant a présenté les deux derniers rapports de mesures de bruit effectuées par la société DELHOM ACOUSTIQUE :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le rapport n° R150812-VR-TC établi le 31/08/2015 concernant les mesures réalisées les 20 et 21/07/2015 ; - le rapport n° R33200928-MZ établi le 28/09/2020 concernant les mesures réalisées les 16 et 17/09/2020 ; <p>L'inspection des installations classées a pu constater que la fréquence des mesures de bruit et les valeurs limites d'émission de bruit dans l'environnement étaient respectées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Émissions de vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2006, article 9.2.8
Thème(s) : Autre, Respect des valeurs limites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le respect des valeurs limites fixées pour les vibrations est vérifié après toute modification des plans de tir types et au moins tous les 5 ans.</p>
<p>Constats : À la demande de l'inspection des installations classées, l'exploitant a présenté le dernier rapport de mesure des vibrations réalisées le 24/01/2024 démontrant l'absence de déclenchement du sismographe (modèle DELTA SIS n° 166) placé à proximité de l'habitation la plus proche. Ce sismographe étant calibré pour se déclencher dès que la valeur limite des vibrations (soit 0,2 m/s, pour les axes longitudinal, transversal et vertical) est atteinte.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Plan d'exploitation et de remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2006, article 9.4.2
Thème(s) : Autre, Respect du phasage d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Il est établi un plan d'exploitation et de remise en état orienté de la carrière sur fond cadastral, sur lequel seront mentionnés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 200 m, - le positionnement des bornes permettant la délimitation du terrain (la borne nivelée sera repérée), - les éléments dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité publique (routes, chemins, ouvrages publics, habitations, etc...).

Ce plan sera mis à jour tous les ans au 31 décembre.

Cette mise à jour concernera :

- l'emprise des infrastructures (installations - pistes - stocks ...),
- les surfaces défrichées à l'avancement,
- le positionnement des fronts,
- l'emprise des chantiers (découverte - extraction - parties exploitées non remises en état ...),
- l'emprise des zones remises en état,
- les courbes de niveau ou cote d'altitude des points significatifs.

Constats : À la demande de l'inspection des installations classées, l'exploitant a présenté le plan de phasage de l'exploitation dont la dernière mis à jour le 04/01/2024.

Sur ce plan, l'inspection des installations classées a pu constater qu'étaient mentionnés :

- les limites du périmètre autorisé ainsi que ses abords dans un rayon de 200 m ;
- le positionnement des bornes délimitant le terrain ;
- les routes, chemins et habitations ;
- l'emprise des infrastructures ;
- une borne de nivellement géoréférencée
- les surfaces défrichées ;
- les zones en cours d'exploitation (d'extraction de matériaux)
- la position des fronts de taille ;
- les zones remises en état ;
- les courbes de niveau et cote d'altitude des points significatifs.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1.I

Thème(s) : Autre, Mesures de prévention

Prescription contrôlée :

I. Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

Constats : L'inspection des installations classées s'est rendue sur l'aire de ravitaillement et d'entretien des engins de chantier (*Cf. photographies en annexe*) et a pu constater que cette aire était constituée de deux dalles en béton ne présentant pas de désordres apparents. La première de ces dalles, en pente, est longée par un caniveau relié à un point bas équipé d'un débourbeur/séparateur d'hydrocarbures. La deuxième dalle (récemment refaite), en pente également, se déverse dans un bac de décantation en béton. L'exutoire de ce bac rejoint le débourbeur/séparateur d'hydrocarbure déjà évoqué.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Émissions de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.2

Thème(s) : Autre, Mesures de limitation

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend les dispositions suivantes pour prévenir et limiter les envols de poussières :

- les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules et engins de l'installation sont aménagées et convenablement nettoyées ;
- la vitesse des engins sur les pistes non revêtues est adaptée ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boue sur les voies publiques. Le cas échéant, des dispositifs tels que le lavage des roues des véhicules ou tout autre dispositif équivalent sont prévues ;
- les transports des matériaux de granulométrie inférieure ou égale à 5 mm sortant de l'installation sont assurés par bennes bâchées ou aspergées ou par tout autre dispositif équivalent ;
- les engins de foration des trous de mines doivent être équipés d'un dispositif de dépoussiérage.

Constats : L'inspection des installations classées a pu constater que les voies de circulation revêtues et les aires de stationnement des véhicules et engins de chantier étaient dans un bon état de propreté.

Sur les voies non revêtues la vitesse est limitée à 30 km/h contre 60 km/h sur les voies revêtues.

L'inspection des installations classées n'a pas observé de dépôt de poussières ou de boue sur la route départementale n° 12 sur laquelle débouche la carrière.

L'exploitant explique que les transports de matériaux de granulométrie inférieure ou égale à 5 mm reçoivent la consigne de bâcher leur benne et lorsqu'ils ne disposent pas de bâche, leur chargement est aspergé. Lorsque le chauffeur de camion d'une entreprise cliente ne respecte pas ces consignes, la société PROVENÇALE en informe l'entreprise. Ces consignes écrites font partie des consignes d'exploitation rédigées par la société PROVENÇALE.

L'engin de foration utilisé par l'exploitant est équipé d'un dispositif de dépoussiérage conforme à la réglementation et aux normes en vigueur.

Type de suites proposées : Sans suite

ANNEXE I

Photographies prises par l'inspection des installations classées lors du contrôle du 15/05/2024 de la carrière de Montpins que la société PROVENÇALE exploite sur le territoire de la commune d'Espira-de-l'Agly (66600).



Vue de la seconde dalle (refaite) équipant l'aire dédiée au ravitaillement et à l'entretien des engins de chantier



Vue du bac de décantation placé en amont du déboureur/séparateur d'hydrocarbures

ANNEXE I

Photographies prises par l'inspection des installations classées lors du contrôle du 15/05/2024 de la carrière de Montpins que la société PROVENÇALE exploite sur le territoire de la commune d'Espira-de-l'Agly (66600).